



## France 3 Alpes et le mouvement social

Notre syndicat CGT se félicite de l'ouverture d'un nouveau rendez-vous de proximité et d'un projet de régionalisation tant attendu et promis depuis de nombreuses années.

Mais nous constatons que ce 18h30 est une façade avec une tranche d'informations sans ambitions et sans moyens en adéquation avec le projet. Ce rendez-vous du 18H30 imposé dans l'urgence n'est autre qu'une réponse politique apportée à la tutelle, coûte que coûte.

La solution avancée par la direction pour fabriquer cette tranche d'émission à « moyens constants » serait donc une « fake news » dans la mesure où la charge de travail augmentera à tous les niveaux.

Le réseau régional paie toujours un lourd tribut en matière d'économie sur le volume d'ETP avec 140 ETP en moins pour 2020 et encore -21 ETP en 2021.

La rédaction, les personnels techniques et administratifs de France 3 alpes subissent et subiront encore de plein fouet une politique de l'emploi qui met l'ensemble des services en sous-effectif avec une antenne régionale déjà à l'os.

La plus petite du réseau en volume d'ETP et qui doit produire 7 minutes de plus que les autres régions en l'absence d'édition locale ! Cherchez l'erreur...

La volonté affichée de proximité est en pleine contradiction avec les mutualisations incessantes de nos moyens et de nos contenus inter-régionaux et avec le national. En pleine contradiction avec la fermeture historique de la locale de Grenoble.

Les négociateurs ont fait valoir la nécessité de repousser à septembre la mise à l'antenne du fait des dommages d'une pandémie désormais incontrôlable, du fait de l'impréparation et du flou d'un projet illisible pour les salariés, du fait de l'absence d'information et d'une « vraie » consultation des élus du personnel en CSE, du fait qu'aujourd'hui dans le réseau le travail des salariés rime souvent avec qualité empêchée et objectifs inatteignables ...

La CGT souhaite mesurer les tenants et les aboutissants du projet de déploiement de la régionalisation :

- ▶ Évaluer les moyens humains nécessaires dans chaque région et chaque site ;
- ▶ Attendre les résultats des négociations sur les pratiques professionnelles qui doivent s'ouvrir à la fin du mois et dont la direction prétend pouvoir dégager des moyens supplémentaires ;
- ▶ Et bien sûr espérer sortir d'une crise sanitaire peu propice au lancement de nouveaux projets.

**La mise en péril de nos missions de service public, de nos socles d'audience que sont le 12/13 et le 19/20, ainsi que les menaces qui pèsent sur la santé des salariés ne sont pas acceptables ni négociables.**

Grenoble, le 27 janvier 2021